

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1090** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Ce lundi 28 décembre 2020

Moïse Katumbi, 56 ans déjà !

(Lire en page 12)



Ce qui fait sa force

«Impossible n'est pas Katumbi»

(Lire en page 11)

Union sacrée de la Nation

Le trio en concertation

(Lire en page 12)



Noël et Nouvel an Les vœux du couple présidentiel au peuple congolais

Le Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo et son épouse, Denise Nyakeru Tshisekedi ont adressé un message de vœux de la Noël dans une vidéo de deux minutes enregistrée dans leur salon familial, à Kinshasa.

Dans ce message, le Président Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo a salué la résilience des congolais pour tous les sacrifices consentis au cours de l'année 2020. " 2020 n'a pas été une année facile, une année perturbée par une crise sanitaire d'une ampleur que nous avons rarement vu et qui a emporté plusieurs d'entre d'entre-nous; une année où nous avons tous fait preuve de combativité pour continuer à vivre et à espérer des lendemains meilleurs malgré le contexte politique et socio-économique difficile ", a dit le Chef de l'Etat.

Félix Antoine Tshisekedi a eu une pensée à l'endroit du personnel soignant et des forces de sécurité à qui il a exprimé sa reconnaissance dans la mesure où ils ne cessent d'exposer leurs vies pour sauver d'autre.



Le Président de la République n'a pas oublié ses compatriotes des provinces de l'Est et Nord-Est du pays en proie à l'insécurité pour qui il a appelé à un engagement de tous à œuvrer pour le retour de la paix dans cette partie du pays. La Distinguée Première Dame Denise Nyakeru Tshisekedi a, de son côté, lancé un appel à solidarité en cette période de Noël soulignant que " Noël est aussi une fête de partage. C'est l'occasion de se rappeler des autres par un geste d'amour...Pensons aux personnes aux vulnérables et apportons leur

notre aide afin que cette année se termine par une note de joie et un sourire " .

Pour terminer, le couple présidentiel a lancé un repris le message de bénédiction de la RFC et de son peuple dans les quatre langues nationales. Entourés par leurs enfants, le Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo et son épouse, Denise Nyakeru Tshisekedi ont terminé leur allocution par une note d'espoir " 2021 devrait être mieux que 2020 "

Accusé de détournement de la ration militaire

Le major Sukami attendu à la Cour militaire opérationnelle

Le major Willy Sukami devrait être déféré à la Cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu. C'est la conclusion des enquêtes sur l'affaire de détournement de la ration des militaires, rendue publique samedi 26 décembre par l'auditorat militaire supérieur près la Cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu.

En effet, le major Sukami est accusé d'avoir détourné en octobre dernier la somme de 144 millions de francs congolais (72 000



Le major Willy Sukami est détenu dans la prison centrale de Beni (Nord-Kivu). Sa porte a été cassée après une attaque d'hommes armés, ayant occasionné l'évasion d'environ 1300 détenus, mardi 20 octobre 2020. Radio Okapi/ Ph. Marc Maro Fimbo

USD). Cet argent était destiné aux militaires du 2103 Régiment des Forces armées de la RDC (FARDC), déployés dans le territoire de Beni pour la traque des ADF.

Dans leurs conclusions, les enquêteurs de l'auditorat militaire supérieur près la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu disent qu'en date du 24 octobre 2020, le Major Sukami Willy, en charge d'administration du 2103 Régiment des FARDC, avait retiré un montant de 172.282.127 Francs Congolais auprès du comptable de cette même unité.

Cet argent était destiné à la paie des militaires de ce régiment déployé pour la traque des ADF sur la route Mbau-Kamango en

territoire de Beni.

Selon les sources judiciaires, sur cet argent, le Major Sukami Willy avait soutiré 144 millions de Francs Congolais qu'il va remettre à un marabout non autrement identifié pour une opération de multiplication d'argent.

Le marabout, à son tour, a disparu avec cette somme d'argent. Il est jusqu'à ce jour, recherché par la justice militaire.

D'après la même source, les enquêteurs viennent de recommander le déferrement du major Willy Sukami devant la Cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu.

En attendant, cet officier de l'armée est en détention à la prison centrale Kangwayi de Beni.

Assemblée nationale La session extraordinaire s'ouvre le 5 janvier

La session extraordinaire au niveau de l'assemblée nationale de la République démocratique du Congo s'ouvre le 5 janvier 2021, d'après la presse présidentielle qui livre l'information ce dimanche 27 décembre 2020.

La session extraordinaire à la chambre basse du Parlement sera dirigée par le bureau d'âges. D'après la même source, la nouvelle redistribution des cartes se jouera au cours de cette session extraordinaire, dans le cadre de l'Union sacrée de la Nation.

Samedi dernier, le chef de l'État Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a reçu à Kinshasa, les présidents du Mouvement de Libération du Congo et de l'Ensem-

ble pour la République, respectivement Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi.

Selon la presse présidentielle, cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du président a.i de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) Jean-Marc Kabund, constitue un tournant décisif.

"Artisan principal du processus de renouvellement du bureau de la chambre basse du parlement, Jean-marc Kabund a réussi à fédérer autour du chef de l'État plus de 300 députés nationaux qui ont démontré leur appartenance à l'Union Sacrée", fait savoir la presse présidentielle.

Jephté Kitsita

Nord-Kivu

Une présumée ADF aux arrêts à Beni

Une femme présumée rebelle d'Allied Democratic Forces (ADF) est aux arrêts à Mangina, une entité qui se situe à une trentaine de kilomètres de la ville de Beni, depuis le samedi 26 décembre 2020. Son arrestation a eu lieu au quartier Kasithu.

D'après le chef de la localité de Masiriko, qui rapporte l'information, cette présumée rebelle a été, par la suite, remise aux services de sécurité pour un interrogatoire.

Il appelle ainsi les habitants de Mangina à rester en alerte vu la menace terroriste qui pèse encore sur la ville et le territoire de Beni.

« Nous continuons d'appeler notre population de Mangina et environs à rester vigilante puisque des rumeurs continuent de circuler disant que l'ennemi va attaquer la région durant cette période des fêtes. La population a attrapé cette femme. Elle est vraiment suspecte puisqu'elle n'est ni connue dans le milieu et elle-même ne maîtrise pas le milieu dans lequel elle se trouve. Elle raconte qu'elle a manqué son groupe

d'appartenance. Et on se demande s'il s'agit de quel groupe ? Elle n'est pas vraiment connue. C'est pourquoi la population a jugé bon de la stopper et la remettre aux services de sécurité », a expliqué à la presse locale, le Mwami Shukurani Kalunga, chef de la localité de Masiriko.

Beni fait encore face aux attaques mises à l'actif des rebelles d'Allied Democratic Forces (ADF). Actuellement, les violences meurtrières s'accroissent dans le secteur de Ruwenzori. Samedi dernier, le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Nzanu Kasivita, a appelé à la conjugaison des efforts entre la population et l'armée pour mettre fin aux tueries dans l'Est.

Récemment, les Etats-Unis avaient attiré l'attention des Américains sur une éventuelle attaque terroriste dans le corridor de Beni. Et quand on sait le modus operandi des terroristes, la présence de cette dame est à prendre au sérieux !

Joël Kaseso, à Butembo

Bulletin épidémiologique

291 nouveaux cas confirmés le jour de Noël !

D'après le rapport du secrétariat technique du comité multisectoriel de la riposte contre la Covid-19 du 25 décembre 2020, jour de la fête de la nativité du Christ, 291 nouveaux cas ont été confirmés en République démocratique du Congo.

Sur ces nouveaux cas, 260 sont de la ville de Kinshasa, épicentre de la pandémie en RDC, 26 du Kongo Central, 4 du Haut-Ka-

tanga et 1 du Nord-Ubangi.

A ce jour, le cumul de cas depuis la déclaration officielle du coronavirus au Congo-Kinshasa, est de 16.763 dont 16.762 confirmés et 1 probable.

D'après le même rapport, aucun nouveau malade n'a été guéri. Le cumul de personnes déjà guéries reste bloqué à 13.982 cas. À noter qu'aucun nouveau cas de décès n'a été signalé.

ITURI

7 morts dans un éboulement à Mongwalu

Sept creuseurs artisanaux d'or sont morts dans un éboulement qui s'est produit jeudi 24 décembre au site minier d'environ 20 m de profondeur dénommé Grecque dans la commune rurale de Mongwalu en territoire de Djugu (Ituri).

Le bourgmestre de cette entité Jean Pierre Bikilisende rapporte ce dimanche que d'autres or-

pailleurs ont été mobilisés pour extraire leurs corps mais sans succès jusqu'à ce jour.

Jean Pierre Bikilisende précise que les bois qui ont été placés par les victimes pour soutenir le mur du puits ont cédé. Ce qui est à l'origine du drame.

Il demande aux orpailleurs de ne pas s'exposer à la mort en respectant les normes requises.

Naissance de l'Union sacrée**Félix Tshisekedi a reçu quatre groupes de députés anciennement membres du FCC**

Ph ACTUALITE.CD

Le samedi n'était pas de tout repos pour Félix Tshisekedi. Il a reçu à la cité de l'Union africaine plusieurs dizaines de députés venus confirmer leur engagement à l'Union sacrée de la Nation.

Des députés de l'Alliance des Démocrates pour le Renouveau et le Progrès (ADRP), ceux de l'Action Alternative pour le Bien-être et le Changement (AAB), ceux de Coalition des démocrates (Code) de Jean-Lucien Bussa Tongba, mais aussi une vingtaine de députés, sénateurs et personnalités ayant quitté le FCC pour adhérer à l'Union Sacrée de la Nation.

Il était question d'échanger sur la nouvelle configuration de la mou-

vance présidentielle, mais aussi et surtout de ce qui peut être la nouvelle majorité parlementaire à l'Assemblée nationale.

Ces grandes manœuvres se font pendant que Joseph Kabila met en place une cellule de crise pour tenter d'arrêter l'hémorragie. D'après ses proches, cette structure occasionnelle a pour mandat de poursuivre les consultations déjà entamées depuis quelques jours auprès des députés nationaux.

"La cellule de crise mise en place par l'autorité morale du FCC n'a pas pour mission de se substituer à la coordination", explique Marie-Ange Mushobekwa, membre de cette cellule de crise.

La Conférence des gouverneurs pour bientôt

Le président Tshisekedi et les gouverneurs de la RDC, à l'issue de leurs échanges le 13/11/2020. Photo Présidence RDC

Tous les gouverneurs des provinces de la République démocratique sont attendus à Kinshasa dès ce weekend. Ils sont invités par le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, sécurité et affaires coutumières Gilbert Kankonde, pour prendre part à la conférence des gouverneurs qui aura lieu du 28 au 29 décembre prochain.

Ces travaux de deux jours seront présidés par le Chef de l'Etat, sous le thème : « la gouvernance des provinces dans l'environnement démocratique actuel : défis et opportunités ».

Dans son communiqué officiel du 22 décembre dernier, le patron de l'Intérieur, sécurité et affaires coutumières demande aux gouverneurs d'être à Kinshasa avant le début de la conférence. Gilbert Kankonde leur demande également de faciliter le déplacement des présidents des assemblées provinciales à Kinshasa, ainsi que de trois experts par province.

La loi organique n° 08/015 du 07 oc-

tobre 2008 portant modalités d'organisation et de fonctionnement de la Conférence des gouverneurs de provinces reconnaît la conférence comme étant une instance de concertation et d'harmonisation entre le pouvoir exécutif national et les gouverneurs de province.

Elle a pour mission d'émettre des avis et de formuler des suggestions sur la politique à mener et sur la législation à édicter par la République.

Cependant cette deuxième rencontre qui sera présidée par le Chef de l'Etat interviendra dans un contexte particulier caractérisé par un cycle des conflits de gouvernance, la cohabitation difficile, les rapports de force, les déchéances de certains exécutifs provinciaux, ainsi que des quelques membres des bureaux des organes délibérants.

En marge de cette Conférence des gouverneurs, le Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi prévoit un entretien avec les présidents des assemblées provinciales.

Assemblée nationale**Mboso Kodja dénonce les tentatives de «piéger» son bureau**

Le Président du bureau d'âge de l'Assemblée Nationale, Christophe Mboso Kodja, a répondu ce samedi 26 décembre 2020 à la correspondance de l'honorable Jeanine Mabunda Lioko, Présidente du bureau sortant de l'assemblée nationale, correspondance relative à la passation des pouvoirs (remise et reprise) entre les membres du bureau sortant et ceux du bureau d'âge

Répondant à l'honorable Mabunda, le Président du bureau d'âge regrette d'embellir le voyage de la Présidente du bureau sortant, malgré la rencontre qu'elle a sollicitée pour ce samedi 26 décembre. Par ailleurs, Christophe Mboso dit être disponible à organiser la remise et reprise le mercredi 30 décembre prochain à 10 heures, et appelle la Présidente à se préparer pour la tenue de ladite cérémonie.

Après que Jeanine Mabunda ait constaté dans sa correspondance du 23 décembre « l'indisponibilité » des membres du bureau d'âge, Christophe Mboso désapprouve la justification. « Le prétexte consistant à avancer mon indisponibilité comme facteur explicatif de la non tenue, jusqu'ici, de cette cérémonie semble intrigant et incorrect », explique-t-il, avant de s'interroger.

« Faut-il rappeler que c'est durant la période de ma prétendue indisponibilité que j'ai signé votre autorisation de sortie pour aller vous faire soigner à Dubaï pendant 30 jours

? ». S'interroge-t-il. Après plusieurs faits jugés « étranges », comme l'envoi du PV de passation des pouvoirs par courrier et le retrait de certains documents sans associer le bureau d'âge au préalable, « ceci laisse à penser qu'il y a une volonté délibérée de votre bureau à dissimuler certaines informations ou à piéger notre bureau », fait-il encore savoir.

Pour finir, Christophe Mboso Kodja revient sur les conséquences de la non-tenue de cette cérémonie. « Au demeurant, je vous prie de noter que le retard pris par votre bureau dans la procédure de passation des pouvoirs a entraîné un préjudice aux députés nationaux et au personnel de l'assemblée nationale. Ceux-ci n'ont pas pu avoir leurs émoluments, salaires et avantages avant la période des fêtes de fin d'année. Il y a donc lieu de bien faire les choses et dans le meilleur délai », peut-on lire dans cette correspondance.

David Mwania

Kinshasa**G. Ngobila lance l'embellissement de grandes artères**

Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a procédé le jeudi 24 décembre 2020 dans la soirée, au coup d'envoi de l'opération d'embellissement de grandes artères de la capitale de la République démocratique du Congo.

La cérémonie s'est déroulée à la Place de l'Indépendance (ex-Gare Centrale) dans la commune de la Gombe. Plusieurs personnalités dont le ministre provincial de l'Intérieur, ont pris part à cette cérémonie.

Tout en reconnaissant que les fêtes

de fin et de début d'année se passe dans un contexte particulier caractérisé notamment par la résurgence de la pandémie de la Covid-19 et l'instauration du couvre-feu, Gentiny Ngobila estime que cette opération est une manière de donner un peu de joie à ses administrés.

Cette décoration longe le boulevard du 30 juin jusqu'à Kintambo Magasin. Elle est aussi installée sur l'avenue ex-24 novembre avant de chuter sur le Boulevard Triomphal, voire Sendwe et au-delà.

Jephté Kitsita

L'Afrique est l'un des continents les plus engagés contre le changement climatique

Selon le rapport de la Commission de l'Union africaine sur l'état du climat, l'Afrique est parmi les continents les plus menacés par le changement climatique. Cyclones, inondations, sécheresse, invasion de criquets pèlerins, paludisme : le changement climatique a un impact croissant sur le continent africain. Dans une grande partie de l'Afrique, la température a déjà augmenté de plus de 1°C par rapport à 1900.

L'Afrique apparaît aussi comme l'un des champions de la lutte contre le changement climatique sur la scène internationale. A ce jour, une quarantaine d'États se sont ainsi engagés à revoir à la hausse leur ambition climatique, conformément à ce que prévoit l'Accord de Paris.

Globalement, la majorité des États africains a ratifié l'Accord de Paris. Ne manquent à l'appel que l'Erythrée, la Libye et le Sud-Soudan, en proie à des conflits ces dernières années. «L'Afrique a consenti de grands efforts pour faire avancer le programme mondial d'action pour le climat», estime ainsi un rapport inédit coordonné par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur l'état du climat en Afrique.

Au total, 70 % des pays africains font de l'énergie propre et de l'agriculture une priorité dans leurs nouvelles contributions



climatiques volontaires (NDC). Et là, «l'Agenda 2063 pour l'Afrique» pose le changement climatique comme un défi majeur pour le développement du continent.

Le secteur agricole est primordial...

L'agriculture apparaît comme l'un des secteurs clé, alors qu'elle est un pi-

lier de l'économie africaine. Les projections du groupe des experts de l'Onu sur le climat (GIEC), prévoient que le réchauffement aura des effets dévastateurs sur la production agricole et la sécurité alimentaire avec des rendements pouvant baisser d'un quart d'ici 2050, notamment pour le blé. Depuis 2012, le nombre de personnes sous-alimentées a déjà augmenté de 45,6 %

dans les pays d'Afrique subsaharienne exposés à la sécheresse.

L'enjeu pour le continent est d'allier lutte contre le changement climatique et réduction de la pauvreté. «Dans ce secteur, qui emploie 60 % de la population africaine, les techniques de valorisation utilisant des sources d'énergie efficaces et propres seraient capables de réduire la pauvreté deux à quatre fois plus vite que la croissance de tout autre secteur» notent les experts du GIEC. «Par exemple, l'utilisation de l'énergie solaire et d'une micro-irrigation efficace multiplie par 5 à 10 les revenus des exploitations agricoles, augmente les rendements jusqu'à 300 % et réduit la consommation d'eau jusqu'à 90 %», ajoutent les auteurs de ce rapport.

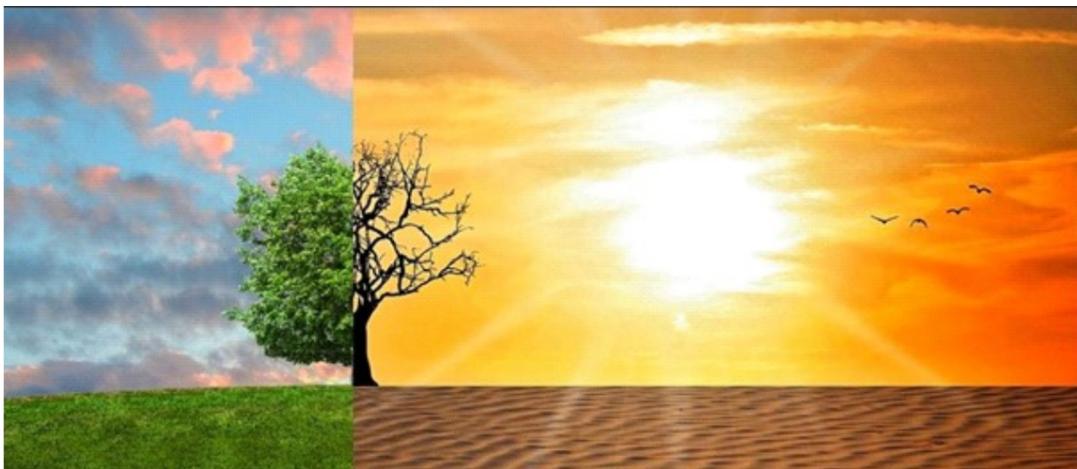
«Le rapport sur l'état du climat en Afrique a donc un rôle essentiel à jouer à cet égard, notamment pour étayer les mesures que nous prenons afin d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 pour l'Afrique», a expliqué Josefa Leonel Correia Sacko, la Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de la Commission de l'Union africaine. A suivre de très près...

Léon Mukoko

Le choix des ampoules et projecteurs LED constitue un bon investissement...

La réduction de l'impact de l'homme sur le climat passe inévitablement par le recours aux énergies renouvelables réputées plus propres et plus respectueuses de l'environnement. Le développement de ces énergies alternatives prend une place de plus en plus importante dans la plupart des entreprises. Opter pour une alimentation aux énergies propres, c'est contribuer efficacement à la réduction des gaz à effet de serre.

La réduction de la consommation d'énergie est une option à mettre en place en matière d'investissement destinée à réduire notre impact environnemental. Ainsi,



le choix des ampoules destinées à l'éclairage des maisons est un élément à ne pas négliger. C'est à ce titre que le choix des ampoules et projecteurs LED constitue un bon investissement. Outre l'économie d'énergie qu'ils offrent, ils sont moins polluants, plus durables et peuvent être recyclés.

Une alimentation riche en végétaux aidera à réduire les émissions de gaz à effet de serre...

La consommation des fruits de saison

et des légumes est un bon geste pour la planète. Leur empreinte écologique est sept fois moins importante que celle des produits dont la culture se fait à l'intérieur des serres chauffées. Il suffit, pour ce faire, de suivre le calendrier agricole annuel et l'on est informé de la disponibilité des fruits et légumes en toutes saisons.

Réduire la consommation de viande est un autre investissement bénéfique

pour la planète. C'est manifestement avoir les yeux fermés que de croire qu'il n'y a de protéines que dans la viande et d'autres produits d'origine animale. Les végétaux en contiennent également en quantité élevée. C'est le cas des aliments comme les fruits à coque, les graines ou les fruits secs.

Il est recommandé d'observer un style végétarien, un jour par semaine. Une alimentation riche en végétaux fera beaucoup de bien à votre organisme et vous aidera à réduire vos émissions de gaz à

Réchauffement climatique

Les ampoules et projecteurs "LED" réduisent les gaz à effet de serre

effet de serre.

La lutte contre la déforestation est également une action à prendre lorsque l'on s'engage à lutter contre les changements climatiques. Il existe dans le commerce des produits bénéficiant du label de gestion durable des forêts. Qu'il s'agisse du papier ou du mobilier pour la maison, avant de vous lancer dans l'achat de vos équipements, assurez-vous que ceux-ci sont couverts par ce type de label.

Préservation des océans en évitant de recourir aux produits chimiques...

La lutte contre les changements climatiques passe également par la préservation des océans. Cela requiert des actions quotidiennes et individuelles. Il en est ainsi de l'achat de nombreux produits d'entretien et de ménage. Privilégiez le respect de l'environnement en évitant de recourir aux produits chimiques destinés à être

déversés au fond des océans qu'ils contribuent davantage à polluer.

L'économie circulaire permet de produire moins de gaz à effet de serre...

Seuls les déchets produits par nous-mêmes présentent plus de garanties de sécurité. Parmi les solutions envisagées, il y a le nécessaire questionnement sur la pertinence ou le bien-fondé d'un achat. Les éco recharges et les produits sans embal-

lage doivent être privilégiés.

Autre investissement rentable, l'économie circulaire est une option à prendre. Il s'agit en réalité de réduire nos modes de consommation. Cette méthode permet de limiter l'empreinte environnementale, car elle est adossée sur la trilogie réduction, recyclage, réutilisation. Ce concept permet de jeter moins d'objets. En rallongeant leur durée de vie, on en produit moins. La réparation et la réutilisation des objets permettent de produire moins de gaz à effet de serre.

La compensation des émissions de carbone est aussi une action à mettre en place. La lutte contre le réchauffement climatique peut, en effet, se faire grâce à certaines alternatives dont la durabilité n'est plus à démontrer. Le développement des solutions palliatives bien qu'ayant une viabilité économique peut s'arrimer aux exigences de non-pollution.

Des solutions de mobilité à faible impact environnemental...

Pour vos déplacements, les voitures électriques, les transports en commun ou le covoiturage sont quelques-unes des solutions écologiques. Cela ne fait aucun doute, en empruntant ces modes de transport, nous réduisons significativement nos émissions de CO2 ou de particules fines. Bien entendu, le vélo et la marche à pied restent les solutions les plus écologiques en plus de leur impact positif sur vos économies et sur votre santé.

Léon Mukoko

Code minier : difficultés d'application !



Dans un document publié le 23 décembre 2020 et intitulé « Quelques réalisations importantes du ministère des Mines au cours de l'année 2020 », les services du ministre des Mines indiquent que « la Loi minière promulguée le 9 mars 2019, après la révision de certaines dispositions du Code minier de 2002, a rencontré beaucoup de difficultés sur terrain, notamment pour son application. »

Parmi les causes, le rapport mentionne entre autres le « manque de vulgarisation telle que recommandée par la 3ème édition de la Conférence minière de la République démocratique du Congo, la Société Civile ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers du secteur des mines. »

A l'entendement des experts du ministère des Mines, la vulgarisation du Code minier révisé constitue l'une des activités importantes dans la mesure où elle amène tous les acteurs du secteur à une même compréhension des dispositions de la loi et principalement les modifications et innovations de celle-ci.

Dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires, le rapport relève qu'il faille maintenir un dialogue permanent entre le ministère des Mines et les grands groupes miniers œuvrant en République démocratique du Congo.

« C'est plus ce dialogue qui a permis d'éclairer les acteurs de ce secteur sur certaines dispositions qui étaient sujettes à des interprétations différentes », explique-t-on.

Dans le lot des matières ayant trouvé lumière à la suite du dialogue permanent entre l'Etat et le secteur privé en 2020, il est cité entre autres les problèmes de Conventions minières (qui ne sont plus d'actualité), la notion de substances stratégiques, le Fonds minier pour les générations futures, l'éclaircissement sur l'article 220 du Code minier (qui donne la possibilité à des sociétés d'accéder à des allègements fiscaux).

A cela s'ajoute également les redevances minières des Entités territoriales décentralisées, le paiement de la quotité de 0,3 % du chiffre d'affaires annuel pour le développement communautaire par les entreprises minières, le cahier des charges ou la Responsabilité sociétale des entreprises, etc.

« La vulgarisation du Code minier reste d'actualité et se poursuivra sur le terrain avec la Société Civile, les communautés locales et les acteurs dans l'artisanat minier », promet le ministère des Mines.

Les experts du ministère des Mines se félicitent du fait que « l'activité de vulgarisation du Code minier est une des réalisations importantes du ministère des Mines en 2020, qui a amené tous les opérateurs du secteur à l'application de la Loi minière et par conséquent, à la mobilisation de toutes les recettes de l'Etat, y compris le fonds minier qui n'était pas payé par certains mineurs avant l'investiture du gouvernement ».

Olivier Kamo

Kinshasa

L'Assemblée provinciale vote in extremis le budget 2021

La loi des finances 2021 a été déclaré recevable par la plénière de l'assemblée provinciale de Kinshasa (APK).

Ce, en l'absence de l'examen du rapport financier sur le budget 2019, font remarquer un groupe de députés provinciaux.

À deux jours de la clôture de la session budgétaire d'octobre, des sources proches du bureau de l'APK affirment qu'il y avait "cas de force majeur". Ils ajoutent qu' "au nom du principe de la continuité des services publics, ils ne pouvaient pas se permettre de laisser la ville sans loi des finances".

Ils imputent la responsabilité de l'absence dudit rapport à la cour des comptes. Cette dernière, malgré les multiples pressions n'a pas rendu son rapport à temps pour permettre aux députés provinciaux de l'examiner avant la loi des finances.

Fallait-il priver la ville d'un bud-

get pour son fonctionnement et ses investissements, parce que la Cour des comptes n'a pas rendu sa copie à temps ?", s'interroge un député provincial qui dénonce la politisation de cette affaire.

Pour lui, la recevabilité de la loi des finances 2021 sans examen préalable de l'exercice budgétaire précédent déjà clos est justifiée.

En dépit de ses arguments de bon sens, certains députés dénoncent la manière cavalière qui selon eux, avec laquelle le bureau a fait déclarer recevable l'édit des finances 2021.

Pour plusieurs observateurs, les députés frondeurs sont instrumentalisés. Derrière leur fronde, se cache le dessein de déstabiliser le bureau. Et par ricochet, le gouvernement provincial.

Sans cet édit, certains chantiers risquent de s'arrêter. Cas de la route Elengesa et de la Route Kikwit notamment. 7sur7.cd

Réintégration de la RDC à l'AGOA : les raisons !

Dans une correspondance adressée à l'Assistance pour l'Afrique, à Constante Hamilton, représentant des Etats-Unis aux affaires commerciales, le ministre du Commerce extérieur, Jean-Lucien Bussa, explique les motivations de la réintégration de la République démocratique du Congo dans la loi sur le développement et les opportunités africaines (AGOA).

Le retour du Congo-Kinshasa dans le système de l'AGOA managé techniquement par le ministre du Commerce extérieur, constitue une nouvelle victoire diplomatique pour le président Félix Tshisekedi.

D'après le ministre du Commerce extérieur, l'adhésion de la RDC à l'AGOA n'a pas été facile vu le nouvel ordre politique. Il a fallu, explique-t-il, au pays de remplir un certain nombre de critères d'éligibilité notamment éviter de commettre des violations des droits de l'homme, promouvoir l'Etat de droit, la mise en place du pluralisme politique, disposer d'une économie basée sur les marchés, la lutte contre la corruption et les pots-de-vin, les mécanismes de protection des droits des travailleurs internationalement reconnus et l'élimination des obstacles aux transactions commerciales.

Il ajoute, cependant, que la RDC a connu des avancées très significatives concernant les circonstances qui ont été à la base de son exclusion de l'AGOA en 2011.

« Le pays a connu des améliorations sur les plans démocratiques, l'amélioration du climat des affaires, du respect des droits de l'homme, de la lutte contre les violences faites à la femme et l'amélioration du cadre structurel en vue de faciliter son intégration au sein du système de l'AGOA », rapporte cette lettre signée par Jean-Lucien Bussa, ministre congolais du Commerce extérieur.

À l'en croire, l'éligibilité de la RD-Congo est motivée par le fait que « le nouvel ordre politique s'inscrit dans une logique de la promotion de la bonne gouvernance administrative et politique ».

Selon le ministre J-L Busaa, les élections de décembre 2018 ont débouché sur une passation civilisée de pouvoir instituant au sommet de l'Etat un président issu de l'opposition et ce, dans un climat de dialo-

que et de paix qui a permis la libération des prisonniers politiques, l'ouverture des médias fermés, la liberté d'expression, le retour des exilés politiques, la reprise de la coopération militaire entre la Belgique et la RD-Congo.

Quant à la bonne gouvernance économique, le ministre du Commerce extérieur fait remarquer dans cette missive qu'il a été matérialisé la mise en place des piliers pouvant promouvoir la bonne gouvernance économique entre autres la création d'un organe spécialisé permettant de lutter contre la corruption (APLC), le développement de l'économie du marché et l'amélioration du climat des affaires. « Ce qui a nécessité la volonté de la feuille de route des réformes sur les climats des affaires et de la matrice des réformes adoptées lors de la 34ème réunion du conseil des ministres du 5 juin 2020 », dit-il.

Par rapport au climat des affaires, Jean-Lucien Bussa explique que le Congo-Kinshasa a adhéré à l'OHADA et que cette adhésion démontre à suffisance les soucis dudit pays concernant l'amélioration du climat des affaires gangrené par des multiples maux notamment la multiplicité des taxes, l'insécurité juridique et judiciaire, les faiblesses de l'administration qui renforcent l'irresponsabilité et l'impunité.

Il ajoute que l'adhésion de la RDC à l'OHADA a permis au gouvernement congolais d'accélérer les réformes dans le domaine du raccourcissement des délais administratifs, la suppression de certaines exigences administratives, de l'allègement de frais administratifs, de l'allègement des charges fiscales et parafiscales bénéfiques à la création d'entreprises, l'octroi des permis de construire, le paiement des impôts et taxes, l'accès au crédit, l'accès à l'électricité, la protection des investissements et l'exécution des contrats.

« Au regard de ces avancées enregistrées ces dernières années, la RDC doit intégrer l'AGOA afin de bénéficier des avantages liés à ce système en vue de l'expansion de son marché avec les Etats-Unis et l'amélioration de sa compétitivité », conclut-il.

Actu 30

FEC: les opérateurs économiques invités à être différents des politiciens

Dieudonné Kasembo, nouveau président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) appelle les opérateurs économiques à œuvrer différemment des hommes politiques. Il appelle ses pairs à travailler afin de donner les moyens au pays et que la contribution de chacun des opérateurs au trésor public soit effective.

« Mais aujourd'hui quand nous observons le peuple qui est en train de croupir dans la misère, ce n'est pas seulement le problème des politiciens, c'est aussi le problème de nous autres hommes politiques des normes économiques. Les hommes d'affaires nous devons travailler pour donner les moyens à notre pays, à nos autorités politiques. Nous sommes dans une vision qui doit faire que pour que je me dise que je suis opérateur économique, que je me pose la question de savoir quelle est ma contribution au trésor de notre pays ; on n'est pas seulement opérateur économique pour le plaisir de l'être. Nous sommes des créateurs de richesses et cette richesse doit se répercuter et se voir au niveau du trésor parce que le pays en a vraiment besoin. Mais nous ne devons pas être des opérateurs économiques de la manière dont sont

les politiciens, qui vendent le vent », a déclaré Dieudonné Kasembo.

Et d'ajouter : "Nous devons être en mesure de répondre aux besoins réels du développement de notre pays. Nous devons revoir les différents textes : textes juridiques de notre fédération, parce que par la volonté d'une personne, un membre du conseil des sages, qui décide d'éliminer un candidat qui réunissait les conditions, pour proposer au conseil d'administration un candidat qui ne réunissait pas les conditions, c'est ça le vrai problème. Nous avons dit non, de part cette démarche, nous aurons la possibilité de voir que les administrateurs de la FEC seront à mesure de pouvoir désigner leur président dans le strict respect de la transparence et des textes que nous allons mettre en place ".

Associé gérant de la société Gecotrans, Dieudonné Kasembo a été proclamé président de la FEC ce mercredi 23 décembre. Il était le candidat unique enregistré par le Conseil d'Etat. Il succède à Albert Yuma qui conteste toujours la procédure ayant conduit à l'annulation de son élection et la réorganisation de ce scrutin en présence de délégués du conseil d'Etat. actualite.cd

SUD-KIVU**La motion de défiance contre le gouverneur rejetée**

La motion de défiance contre le gouverneur du Sud-Kivu, Theo Nguabidje Kasi, initiée par un groupe de députés provinciaux, a été rejetée par les députés provinciaux. Ces députés l'accusent de mauvaise gestion et détournement des fonds.

C'est un groupe de 5 députés provinciaux qui ont initié la motion pour destituer le gouverneur de province. Ils l'ont déposée au bureau de l'assemblée provinciale le jeudi 24 Décembre, au même moment où le gouverneur de province quittait Bukavu pour Kinshasa.

Le bureau a ainsi fixé l'examen de la motion à la plénière de samedi 26 décembre 2020. Cela, malgré la note du vice Premier ministre et ministre de l'Intérieur qui interdit l'examen des motions contre les gouverneurs des provinces en cette période de crise sanitaire.

Dans l'autre camp, d'autres députés provinciaux prennent la défense du gouverneur et rejettent la démarche du bureau de l'assemblée provinciale. Selon eux, un gouverneur de province ne peut pas être destitué dans la précipitation et surtout qu'il était absent de la province.

Le vote est ainsi organisé. A l'issue de ce vote, les résultats tombent : sur les 44 députés provinciaux présents, 17 ont



Le gouverneur du Sud-Kivu Theo Kasi Nguabidje devant la presse le 6/04/2020 à Bukavu. Radio Okapi/Photo Emmanuel Elameji.

voté pour, tandis que 26 députés ont rejeté la motion renouvelant leur confiance en Theo Kasi Nguabidje.

Signalons que le gouverneur du Sud Kivu, ancien cadre du FCC a adhéré officiellement à l'Union sacrée pour la nation la semaine dernière. Il se trouve présentement à Kinshasa pour prendre part à la conférence des gouverneurs.

Maniema**9 ministres limogés refusent de quitter leurs postes**

Dans une déclaration politique publiée le samedi 26 décembre 2020 dont une copie est parvenue à 7SUR7.CD, 9 ministres provinciaux du Maniema, écartés de la nouvelle équipe gouvernementale ont rejeté les différents arrêtés pris par le gouverneur intérimaire notamment celui portant remaniement du gouvernement provincial.

Ces désormais « ex-ministres » provinciaux se disent non concernés par les arrêtés qu'ils estiment être pris « dans l'illégalité la plus manifeste », et refusent de quitter leurs postes.

« Nous faisons savoir à tous les responsables publics et à toute la population du Maniema que cet arrêté est l'expression la plus manifeste de l'illégalité pour des raisons ci-après, premièrement, en tant que vice-gouverneur assumant l'intérim du gouverneur, l'article 11 aliéna 3 de l'arrêté provincial portant organisation et fonctionnement du

gouvernement provincial, lui interdit formellement d'exercer les prérogatives relatives aux actes de nominations », a dit au nom de ses pairs, l'ex-ministre de l'intérieur, Roger Shery Kimbwa.

Ces ex-ministres mécontents ont renchéri dans leur déclaration politique qu'après la déchéance du gouverneur Musafiri, tout son gouvernement, dont le vice-gouverneur qui assure l'intérim, est réputé démissionnaire.

« L'article 42 de la loi sur la libre administration des provinces tranche de manière claire qu'en cas de vote d'une motion de défiance contre le gouverneur de province, c'est l'ensemble de tout le gouvernement qui est réputé démissionnaire », a-t-il poursuivi.

Pour rappel, le vice-gouverneur Jean-Pierre Amadi a pris une série d'arrêtés dont celui portant nomination d'une nouvelle équipe du gouvernement provincial dans lequel 9 ministres sur 10 ont perdu leurs postes.

Morisho Tambwe, à Kindu

Kasaï-Central**La Corée du Sud apporte 500 000 Usd contre la malnutrition**

Le gouvernement de la République de Corée a octroyé au Programme alimentaire mondial (PAM) 500 000 dollars américains. Selon un communiqué de l'agence onusienne, ce montant est destiné à contribuer à la lutte contre la malnutrition chez les femmes et les enfants au Kasaï-Central, une des provinces les plus affectées par la malnutrition en République démocratique du Congo.

Avec ce fonds du gouvernement coréen, le PAM fournira de la nourriture à plus de deux mille enfants malnutris dans la province du Kasaï-Central. L'agence onusienne pourra aussi former plus de quatre mille femmes enceintes et mères allaitantes à une meilleure nutrition, à l'hygiène et à l'allaitement.

Toujours selon le communiqué, le PAM

fournira également de la nourriture à un public plus large pendant la période de soudure ou de "faim" entre les récoltes dans cette partie du pays. Ce financement permettra aussi de faire face aux effets néfastes de récents mouvements des populations, de la COVID-19 et d'autres défis dans le centre de la RDC.

La province du Kasaï-Central figure parmi les provinces les plus touchées par la malnutrition infantile. Selon les statistiques, la RDC compte quelque 22 millions de personnes souffrant de la faim aiguë. Et un enfant de moins de cinq ans sur deux, souffre de malnutrition chronique.

À ce jour, la Corée a apporté son appui aux activités du PAM en RDC, à hauteur de 2,76 millions de dollars américains.

Nord-Kivu**Noël célébrée à Masisi sur fond d'affrontements armés**

Des affrontements armés ont émaillé la fête de Noël, vendredi 25 décembre, dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu. Le premier combat a opposé l'armée aux miliciens Mai-Mai. Selon des sources locales, une position des FARDC a été la cible d'une attaque des Mai-Mai à Kilambo. Un autre accrochage a opposé entre deux groupes armés.

Le village Kilambo, à une dizaine de kilomètres de Nyabiondo a été le théâtre d'une énième attaque des Mai-Mai du groupe APCLS de Janvier Kalahiri. Une attaque qui a ciblé la position FARDC en opération dans la zone, indiquent les sources administratives du secteur Osso Banyungu.

Ces sources affirment que l'armée congolaise qui était en alerte a aussitôt réagi causant un mort et au moins trois blessés dans le rang des assaillants.

D'autres part, dans la chefferie des

Bashali, dans le même territoire, les sources de la société civile affirment que c'est presque toute la semaine que les villages Lukweti, Kahira et Tambi, entre autres, vivent sous tensions permanentes, à la suite des affrontements entre deux coalitions des groupes armés Nyatura, APCLS et NDC/Rénové de Bwira.

Ces affrontements, accompagnés des pillages du bétail, occasionnent des déplacements des populations, dans certains de ces villages.

Selon ces sources, pendant les accrochages de Jeudi, entre APCLS et Nyatura dans le village Tambi, au moins 2 civils ont été blessés.

Elles plaident encore pour le renforcement de l'armée et la police dans la zone pour une stabilité pendant ces jours des festivités.

Deux présumés kidnappeurs aux arrêts à Lubero

L'administrateur du territoire de Lubero, Richard Nyembo, a annoncé ce dimanche 27 décembre 2020, l'arrestation de « deux grands kidnappeurs » à Luofu, une entité qui se situe dans la partie sud de ce territoire du Nord-Kivu. Ils ont été arrêtés avec une arme du type AK-47.

« Récemment ici, nous avions lancé des opérations de démantèlement de tous les réseaux de kidnappeurs oeuvrant dans le sud du territoire de Lubero. Grand merci à ce jour, nos services viennent de nous signaler l'arrestation de deux grands kidnappeurs connus dans la zone avec une arme AK-47 », a-t-il expliqué dans une interview accordée à 7SUR7.CD.

Cette autorité territoriale souhaite par ailleurs, que l'auditorat militaire organise un procès dans l'urgence afin que ces criminels soient condamnés devant la popula-

tion de la place, longtemps victimes des cas d'enlèvement.

« À ce sujet, nous félicitons la population de Luofu et nous demandons à nos services de l'auditorat de traquer ces gens là, de le mettre hors d'état de nuire. Nous voulons qu'ils soient condamnés devant tout le monde », a ajouté Richard Nyembo, administrateur du territoire de Lubero.

Il sied de préciser que Lubero fait partie des territoires les plus insécurisés de la province du Nord-Kivu. À côté de l'activisme rebelle, s'ajoute « le phénomène kidnapping ». Très souvent, les organisations citoyennes locales dénoncent de nombreux cas de kidnapping sur l'axe routier Butembo-Goma à hauteur du sud du territoire de Lubero.

Joël Kaseso, à Butembo

Noël à Kinshasa

Les Kinois ont bravé le couvre-feu



[Photo d'illustration] Un débit des boissons sur la voie ferrée à la hauteur de l'institut national du bâtiment et des travaux publics (INBTP) le 10/08/2015 à Kinshasa-Lingwala. Radio Okapi/Ph. John Bompengo

Les Kinois ont bravé le couvre-feu vendredi 25 décembre dans les terrasses et buvettes de la ville de Kinshasa, à l'occasion de la fête de la nativité de Noël. Si dans la matinée, la journée était morose, plusieurs débits des boissons ont continué à servir après 21 heures, heure du début de cette mesure.

A 21 heure 30', dans la commune de Kasa-Vubu. Toutes les terrasses et buvettes sont prises d'assaut par les kinois, au point d'oublier le couvre-feu sanitaire.

Emporté par la musique, ce Kinois

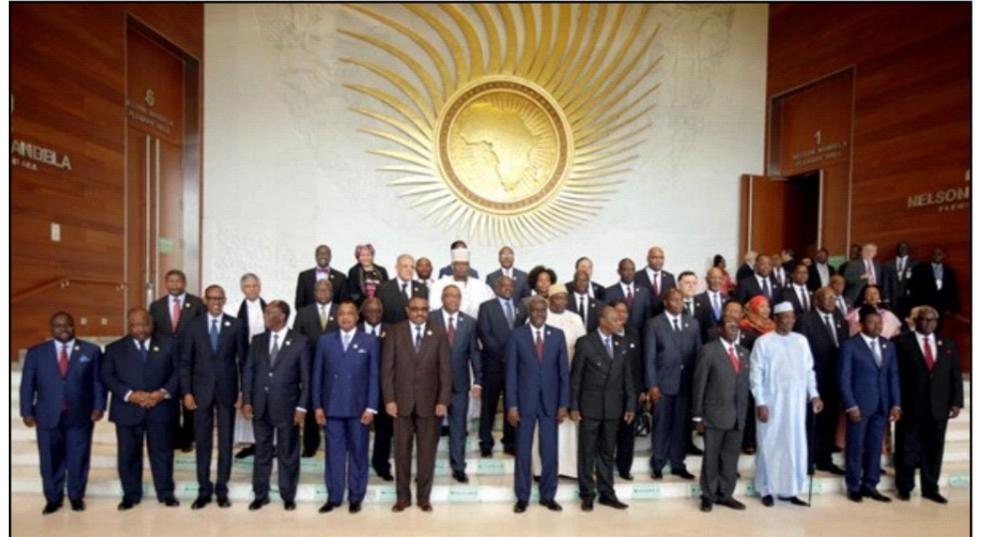
reconnait la nécessité de cette mesure mais, dit-il, dans toute fête il y a toujours une dose de débordement.

Justin Kisasa, un autre Kinois, lui plaide, par contre, pour un assouplissement de cette mesure pendant cette période.

Dans la commune de Lingwala, plus précisément au croisement des avenues Nyangwe et Mushie, les festivités se sont interrompues autour de 23 heures après l'intervention de la Police nationale congolaise (PNC).

Gestion Union africaine

Félix Tshisekedi pour une approche de subsidiarité



Le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a opté, pendant sa présidence à l'Union africaine, pour une approche de subsidiarité. La ministre des Affaires étrangères, Marie Tumba Nzeza, l'a affirmé mardi 22 décembre à Kinshasa, lors de l'atelier du Panel, une structure chargée d'accompagner le Président Tshisekedi, à la tête de l'Union Africaine d'ici à février 2021.

« Dans le cadre du mandat de mon pays, la thématique globale choisie par le Chef de l'Etat son excellence Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo, c'est qu'il opte pour une approche de subsidiarité, laquelle vise à rapprocher l'Union africaine de peuple de notre beau continent », a indiqué Mme Tumba Nzeza.

Prenant la parole à son tour, le directeur ad intérim de cabinet du Président de la République, représentant le président Felix Tshisekedi, Eberande Kolongele souhaite que la mandature de la RDC à l'Union africaine puisse laisser une lettre de noblesse avec l'aide des partenaires.

« Nous voulons que ce passage de la RDC via son Président de la République puisse faire date et laisser une lettre de noblesse au niveau de l'institution africaine, une telle structure a besoin de s'asseoir sur plusieurs axes. Nous avons besoin de votre soutien, et de bonne foi », a ajouté Eberande Kolongele.

Le président Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo de la RDC va présider l'Union

africaine pour la période allant de 2021 à 2022.

Les membres des corps diplomatiques accrédités en RDC, des hautes personnalités congolaises et notamment la représentante spéciale de l'UA en RDC, Mme Michèle Hélène Natou Ndiaye, ont pris part à l'atelier du Panel à Kinshasa.

Avec la mise en place du Panel, Mme Ndiaye affirme pour sa part, avoir vu en RDC les préparatifs qu'elle n'a jamais vu pour toutes les présidences précédentes.

« Cela témoigne de l'importance que vous faites de cette présidence au niveau de la RDC. Alors, je voudrais aussi dire qu'il y a à peu près cinq ans que la présidence est passée d'un rôle qui était honorifique à un rôle un peu plus substantiel où le président doit suivre les politiques, mais aussi utilise cette présidence comme un moyen de rayonnement de sortie de construction d'une image et d'une stratégie d'influence sur la scène internationale et sur la scène africaine », a fait remarquer Mme Michèle Hélène Natou Ndiaye.

Elle pense qu'en amont, cette présidence permet d'insuffler sa marque, son leadership pour faire avancer les trois grands chantiers de l'union Africaine, à savoir l'intégration nationale africaine ainsi que l'intégration politique, économique et militaire.

Couvre-feu

Le maire de Matadi dénonce le monnayage de passage dans les barrières

Le passage des véhicules et des personnes au niveau des barrières érigées pour faire respecter le couvre-feu est monnayé, a dénoncé vendredi 25 décembre, le maire de la ville de Matadi (Kongo-Central), Pathy Nzuzi. Il a observé cette pratique, alors qu'il s'était camouflé dans un véhicule de même marque que les taxis de Matadi.

Il invite la population à respecter le couvre-feu. Mais en cas d'une éventualité, Pathy Nzuzi rappelle qu'aucun frais ne doit être perçu aux différentes barrières de la police pendant le couvre-feu.

Cette scène s'est produite vers 22h00 au rond-point Belvédère dans la commune de Mvuzi à Matadi. Camouflés dans une voiture de marque Toyota IST, pour constater le respect du couvre feu, le maire de la ville de Matadi Pathy Nzuzi Wa Makengedi

en compagnie des journalistes dont celle de la radio okapi, s'est vue intimider et traquer par un élément en tenue de la police.

Lorsque le chauffeur du maire s'est arrêté devant la barrière, le policier s'est approché du véhicule, invitant les chauffeur et ses passagers à négocier le passage moyennant deux mille francs congolais chacun. Déçu par cette scène honteuse, le maire de Matadi est sorti de la voiture et a ordonné l'arrestation de ce policier.

Mais pour Pathy Nzuzi c'est aux OPJ de préciser le type d'infraction commis par ce policier.

Contacté à ce sujet, le général Placide Nyembo, commissaire provincial de la police du kongo central promet de réagir dans les heures qui suivent.

Fernand Allard l'Olivier, peintre de l'Yser, des corons et du Congo d'avant guerre

Un grand peintre belge redécouvert : Fernand Allard l'Olivier, De Tournai à Yanonge

L'itinéraire de Fernand Allard l'Olivier, -FALO pour ses admirateurs- pourrait inspirer un roman et la monographie qui lui est consacrée est une belle surprise.

Ses descendants, dont sa petite fille, ont tenu à lui rendre justice et, en ces temps de confinement où l'avenir est lourd de craintes et le public aux abonnés absents, ils ont osé publier un ouvrage important, illustré des œuvres majeures d'un peintre originaire de Tournai, témoin curieux des premières décennies du siècle dernier. Dans sa jeunesse, ce fils d'une famille de lithographes tournaisiens multiplie les voyages en Europe, découvre l'Italie et l'Espagne ce qui l'amène à jouer avec la gamme des rouges, à oser la couleur et les formes généreuses tandis que les audaces futuristes qu'il découvre à Paris ne l'intéressent que modérément.

En 1916, l'insouciant FALO qui exposait dans les salons parisiens quitte Tournai pour une belle maison de Stockel et change de vie et de registre : à La Panne, en compa-

gnie d'Alfred Bastien, il rejoint la section artistique de l'armée belge en campagne et sillonne les tranchées de l'Yser, parcourant une campagne inondée et détruite. Les œuvres du « peintre de guerre », qui plante son chevalet au bord des champs de bataille, au centre des hôpitaux de campagne, sont d'un réalisme abrupt. On y découvre des soldats blessés, des infirmières en coiffe, la médecine de guerre, les champs labourés par les obus. Ne serait-ce que pour ces scènes là, qui nous rappellent une guerre qui, avec le recul nous paraît moyenâgeuse, les œuvres de Falo ont valeur de témoignage. Mais pas seulement : ses silhouettes de tirailleurs perdus au milieu des arbres calcinés ou errant au cœur de l'hiver engoncés dans leurs uniformes trop lourds sont d'une force incroyable de même que les églises calcinées, les fermes écroulées, ce front de digues et d'eau glacée où il fallait tenir. Ces seules images feraient déjà l'intérêt de ces pages qui disent les pénuries, le froid, les boyaux inondés, les tirs d'artillerie, la mort patiente, des pages qui méritent d'être tournées avec lenteur et respect...

L'artiste ne s'arrête pas à la dissolution : Fernand Allard prend part à la libération, et là, il éclate, il exulte. Il peint la Grand Place de Bruxelles semée d'oriflammes, ses toiles chantent l'espoir et la liberté et, triomphant, le rouge revient. Pas pour longtemps : démobilisé, le peintre s'en va découvrir le Borinage. Il arpente le pays minier, découvre les luttes sociales, s'attarde devant la force des ouvriers, la simplicité des loisirs modestes...

Carrière oblige : le peintre des tranchées et des corons fréquente aussi les académies, il s'attarde devant les baigneuses, capte les couleurs de son jardin de Stockel, sa pergola et ses bouquets. Mais contemporaines de Manet, de Renoir, de Van Gogh, ces œuvres là laissent plutôt indifférent. Par contre lorsque Fernand Allard découvre la Pologne, l'artiste excelle dans les portraits, les multiples expressions d'une foi intense.

C'est à partir de 1928 qu'il réalise son rêve de toujours et embarque pour le Congo. Renonçant à la traversée classique, il choisit d'aborder la colonie comme l'avait fait Stanley : via l'Égypte d'où, avec

l'aide du Ministère des Colonies, il gagne l'Afrique de l'Est, puis remonte vers l'Afrique « belge » en passant par le Burundi. L'artiste traverse le Katanga, descend le fleuve Kasai puis le Congo jusque Matadi. Une fois de plus les couleurs changent, le rouge se teinte d'ocre, le jaune de safran et, au Burundi comme au Rwanda, l'artiste partage la fascination du colonisateur pour les Tutsis. Avec respect, il s'attache à peindre les danses traditionnelles, les hautes silhouettes des pasteurs, les femmes qui regardent droit dans les yeux, illustrant ainsi les stéréotypes de l'époque.

La monographie de ce peintre voyageur, introduite par Marc Quaghebeur, réalisée grâce à la famille de l'artiste est une œuvre en soi, complète et passionnante ainsi qu'une aventure éditoriale hors du commun, qui ne manque pas de courage en ces temps de crise et de confinement...

vant guerre

Fernand Allard l'Olivier, **de Tournai à Yanonge**, éditions Wapica, www.editionswapica.be (disponible par vente directe)

Colette Braeckman

La « guerre éclair » en Éthiopie implique aussi l'Erythrée

Ce devait être une guerre-éclair, une simple opération de police... Près de deux mois après l'attaque menée par l'armée éthiopienne dans le Tigré, non seulement le conflit s'enlise mais surtout, il se transforme en crise humanitaire majeure, tandis que le risque d'une crise régionale pourrait déstabiliser la Corne de l'Afrique et engendrer de nouveaux flux de réfugiés. Privées d'accès au terrain, les organisations humanitaires dénombrent déjà plus de 50.000 réfugiés au Soudan et assurent que les combats ont fait des centaines de morts.

C'est le 4 novembre dernier que le Premier Ministre éthiopien Abiy Ahmed a décidé d'envoyer l'armée dans la province du Nord, afin de remettre au pas les autorités locales qui avaient organisé des élections sans l'assentiment d'Addis Abeba qui avait repoussé les élections générales pour cause de Covid. En réalité, le Front populaire pour la libération du Tigré, après avoir dirigé l'Éthiopie durant trois décennies, s'était désormais replié sur sa province d'origine, mis continuellement à être ressenti comme une menace potentielle par le Premier Ministre éthiopien Abiy Ahmed. Après la chute de Makale la capitale du Ti-

gré début décembre, les dirigeants du FPLT se sont réfugiés dans les montagnes du nord du pays. Les réfugiés atteignant le Soudan décrivent une situation bien éloignée de la pacification annoncée : persécutions, massacres, villages détruits... Ils assurent que les Tigréens font désormais l'objet de discriminations, plus particulièrement dans la capitale Addis Abeba. Cette animosité s'explique, en partie, par le fait que depuis 1991, date de la chute du régime de Mengistu Haile Mariam, le FPLT avait tenu le haut du pavé, réussissant à se concilier les faveurs des Occidentaux mais aussi celles des Chinois. Ces derniers avaient fait de l'Éthiopie leur porte d'entrée vers l'Afrique, implantant autour d'Addis Abeba de nombreuses entreprises de transformation de matières premières, empiétant ainsi sur les terres appartenant à d'autres groupes ethniques dont les Oromos.

Un conflit pouvant en cacher un autre, l'une des raisons de l'offensive actuelle pourrait résider... dans le pays voisin, l'Erythrée ! Rappelons que si les jurés du Prix Nobel de la paix avaient récompensé le Premier Ministre éthiopien Abiy Ahmed, c'est parce qu'ils entendaient saluer sa réconciliation avec le président de

l'Erythrée Issaias Afeworki. À l'époque, tant l'Éthiopie que l'Erythrée espéraient que la réouverture de la frontière entre les deux pays permettrait l'accès aux ports érythréens d'Assab et de Massawa, ce qui désenclaverait le pays en pleine expansion qu'est l'Éthiopie. Mais ce vœu pieux négligeait une autre réalité : la frontière entre les deux États est contrôlée par le Tigré, les échanges économiques entre Addis Abeba et Asmara sont toujours au point mort et surtout une haine fratricide oppose les Tigréens au Front populaire pour la libération de l'Erythrée.

Alors qu'en 1991, une coalition réunissant les forces du Tigré (FPLT) et celles de l'Erythrée (FPLE) avait permis de chasser la dictature communiste de Mengistu, ce qui avait mené l'Erythrée à l'indépendance, les anciens alliés s'étaient opposés en 2000 à la suite d'un litige frontalier. Depuis lors, les dirigeants érythréens dont le pouvoir est sans partage considèrent comme des adversaires leurs voisins tigréens, au point de privilégier une alliance avec les nouveaux maîtres d'Addis Abeba, le Premier ministre Abiy Ahmed en l'occurrence.

S'il est impossible de savoir si l'Erythrée avait été informée de l'of-

fensive sur le Tigré, en revanche, de nombreux témoignages font état de sa participation aux opérations militaires actuelles : des sources diplomatiques assurent que des troupes érythréennes auraient pénétré en Éthiopie (donc via le Tigré) au départ de trois villes frontalières, Zalambasse, Badme et Rama, que des soldats érythréens, dont certains portaient l'uniforme éthiopien auraient participé aux combats ainsi qu'aux patrouilles des forces spéciales éthiopiennes le long de la frontière du Soudan et conduit des camions militaires. Mais surtout, des sources humanitaires accusent les militaires érythréens d'actes de pillage et de massacres, entre autres dans un petit village de montagne, Maryam Dengelat, où 150 civils auraient été tués. Le 11 décembre, les États Unis ont jugé « crédibles » et graves les informations faisant état de la présence de troupes érythréennes dans le Tigré. Rappelons que l'Erythrée est régulièrement épinglée pour sa pratique du « service militaire illimité » (en réalité une mise à disposition pour des services publics) une obligation qui incite de nombreux jeunes à fuir le pays...

Colette Braeckman

Nigeria

Coronavirus : une nouvelle variante détectée



Le professeur Christian Happi, directeur de l'African Centre of Excellence for Genomics of Infectious Diseases (ACEGID), à l'Université Redeemers à Ede, dans le sud-ouest du Nigeria, le 2 juin 2020

L'accélération des contaminations, prévient-il.

Après cette annonce discrète, faite cette semaine par le Centre d'excellence africain de recherche génomique et des maladies infectieuses (Acegid), basé à Ede, dans le sud-ouest du Nigeria, le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC), dépendant de l'Union africaine, a organisé une réunion en urgence.

Lors d'une visioconférence depuis Addis Abeba, John Nkengasong, directeur du CDC, a annoncé que des échantillons supplémentaires allaient être testés pour avoir une idée du taux de propagation de cette nouvelle variante au Nigeria.

En attendant, le professeur Happi, biologiste moléculaire à l'origine du séquençage génétique de cette variante, appelle à ne pas tirer de conclusions hâtives, dans un entretien avec l'AFP.

Sur 200 échantillons du virus analysés par l'Acegid début décembre, deux, prélevés sur des patients le 3 août et le 9 octobre, montrent des mutations génétiques, indique-t-il.

"Nous n'avons aucune preuve que cette variante soit liée à la hausse des cas à laquelle on

assiste actuellement au Nigeria, nous n'en avons aucune idée", précise-t-il.

Le Nigeria comptait officiellement samedi plus de 82.000 cas pour 1.246 morts, des chiffres encore relativement bas, mais le nombre de tests effectués dans le pays le plus peuplé d'Afrique est insignifiant par rapport à ses 200 millions d'habitants et le nombre de cas positifs a augmenté de plusieurs centaines chaque jour depuis le début du mois.

Variante "pas importée" ?

Grâce au séquençage génétique du virus, une opération ultra-perfectionnée que seuls 12 laboratoires peuvent effectuer sur tout le continent, le professeur Happi et son équipe ont pu retracer l'évolution de la mutation.

"Nous ne savons pas d'où vient cette nouvelle variante. Nous pensons qu'elle est indépendante, qu'elle est apparue au Nigeria. Je ne pense pas qu'elle ait été importée", souligne le biologiste.

Cet ancien professeur de l'université américaine de Harvard, spécialisé dans les maladies infectieuses, rappelle toutefois que "les virus mutent et changent" de manière naturelle.

"Ce n'est pas la mutation qui est importante, mais la transforma-

tion de la protéine de pointe", la partie du virus qui permet l'accès aux cellules du corps, et qui rendrait donc cette mutation plus contagieuse, précise-t-il.

Pour l'instant, les recherches sont insuffisantes et l'Acegid travaille avec le Centre des maladies infectieuses du Nigeria (NCDC) pour essayer d'expliquer la hausse récente des contaminations et si cette variante peut en être la cause.

Ce qui semble néanmoins certain, c'est que le taux de létalité, relativement faible au Nigeria, comparé aux pays occidentaux, n'a pas augmenté dernièrement.

"J'appelle la population ne pas extrapoler", s'inquiète le chercheur. "Rien ne nous prouve par exemple que la variante trouvée en Angleterre aurait les mêmes effets au Nigeria", et vice versa, dit-il rappelant à quel point les modèles mathématiques élaborés dans une région du monde se sont révélés inopérants dans d'autres.

"Certains avaient prédit qu'un tiers de l'Afrique mourrait du virus, mais nous ne pouvons pas appliquer les recherches et les données rassemblées en Europe et aux Etats-Unis et les transposer ici: nous sommes différents génétiquement et sur le plan immunitaire", insiste-t-il

Élections en Centrafrique

La Russie très présente et influente

L'axe Moscou-Bangui s'est renforcé cette semaine en Centrafrique avec l'appui apporté par la Russie au régime du président Faustin Archange Touadéra, visé par une offensive des rebelles pour perturber les élections présidentielle et législatives de dimanche.

Comme dans d'autres pays d'Afrique, Moscou mène depuis 2018 une vaste offensive diplomatique et financière dans cette ancienne colonie française plongée dans une guerre civile depuis près de huit ans.

La Russie y a livré des armes ces deux dernières années grâce à des assouplissements ponctuels de l'embargo de l'ONU pour le lui permettre. Elle y soutient ouvertement le pouvoir du président Touadéra, qui apparaît comme le favori du scrutin de dimanche pour un second mandat et avec qui elle a signé récemment un accord de coopération militaire. Et y a ouvert en 2019 un bureau militaire formé de quatre généraux russes.

Paramilitaires de Wagner

En parallèle, le gouvernement centrafricain a accordé des permis miniers, pour l'exploitation de l'or et du diamant notamment, à des sociétés russes associées à l'homme d'affaires Evguéni Prigojine.

Très proche de Vladimir Poutine, il est suspecté d'être le principal financier de Wagner, la société de sécurité privée russe dont les paramilitaires sont très présents en Centrafrique, selon experts, diplomates et ONG.

Au moins 175 «instructeurs militaires» ont été envoyés depuis 2018, terme utilisé par Moscou pour désigner ces paramilitaires privés, notamment pour former les soldats centrafricains et assurer la sécurité rapprochée de M. Touadéra.

Mais, il y a une semaine, quand les plus importants des groupes armés occupant les deux tiers de la Centrafrique ont annoncé qu'ils marchaient sur Bangui à quelques jours des élections, un ou deux avions gros porteurs Antonov ont rapidement débarqué à Bangui au moins «300 instructeurs militaires» supplémentaires, a finalement reconnu Moscou après avoir nié qu'il s'agissait de soldats des «forces régulières» comme l'avait avancé Bangui.

La Russie n'a pas expressément admis voler au secours du pouvoir mais affirmé avoir seulement envoyé ces renforts pour «aider» la Centrafrique «à renforcer ses capacités défensives» à l'approche des élections.

Depuis, nombre de témoins et humanitaires assurent que ces «instructeurs», aux côtés de ceux déjà installés dans le pays, sont au front pour combattre les rebelles.

Déjà, mi-octobre, une dizaine de blindés flanqués des drapeaux russe et centrafricain paraissent dans les rues de Bangui, fraîchement débarqués des Antonov en provenance de Moscou pour «sécuriser» les élections.

Les instructeurs russes sont installés depuis deux ans au palais de Berengo, à une soixantaine de kilo-

mètres de Bangui.

«La Centrafrique n'a pas grand intérêt pour l'État russe», estime pourtant Roland Marchal, spécialiste de la Centrafrique au Centre de Recherches Internationales (CERI) de Sciences Po à Paris. «Mais cela permet surtout d'enfoncer un coin dans l'égo des Français», dans le cadre des désaccords sur la scène internationale entre Moscou et Paris, notamment en Syrie et en Ukraine, explique l'expert.

Guerre de «trolls»

L'ancienne puissance coloniale a perdu du terrain en Centrafrique ces dernières années sur le plan militaire notamment, Paris ayant dû redéployer ses forces pour la lutte contre les jihadistes au Sahel.

La Russie a comblé le vide car elle «présente plusieurs intérêts pour les dirigeants de la Centrafrique», poursuit M. Marchal : «c'est un pays qui peut leur fournir des armes, membre du Conseil de sécurité de l'ONU et qui a une expertise dans les domaines minier et pétrolier».

«Ce que Moscou cherche avec la Centrafrique, c'est avant tout un coup médiatique, qui lui bénéficie pour sa politique intérieure», avance aussi Arnaud Kalika, ancien analyste spécialiste de la Russie à la direction du renseignement militaire français.

Pour les Etats africains, avance l'expert, «la Russie offre un package de sécurité sans dette financière, seulement rémunéré par l'attribution de certaines concessions à des conglomérats privés».

En octobre, l'ONG américaine The Sentry a dénoncé dans un rapport au vitriol «des réseaux français et russes œuvrant dans l'ombre des acteurs centrafricains et régionaux pour influencer le processus électoral et faire valoir leurs intérêts économiques et géostratégiques en Centrafrique», invoquant plus particulièrement Wagner.

Trois journalistes russes, qui enquêtaient sur la présence du groupe Wagner en Centrafrique y ont été tués en juillet 2018. L'enquête est aujourd'hui au point mort.

Mi-décembre, Facebook a étalé au grand jour la guerre virtuelle que se livrent Paris et Moscou en Centrafrique et ailleurs sur le continent et au Moyen-Orient. La firme californienne a fermé des usines à «trolls»: deux réseaux de comptes attribués à des personnes associées à l'Agence russe de Recherche sur Internet (ARI) et à Evguéni Prigojine et un troisième qui avait «des liens avec des personnes associées à l'armée française».BBC

TOGO

Fin d'année morose pour les enfants sans domicile

Du couvre-feu à la fermeture des débits de boissons, en passant par l'interdiction de rassemblement de plus de 15 personnes, les Togolais sont contraints de passer les fêtes de fin d'année en toute sobriété. Pour les enfants sans domicile, cette année est particulièrement difficile.

Au Togo, beaucoup d'enfants en situation de rue n'ont pas eu l'occasion de fêter Noël cette année. Compte tenu des nouvelles restrictions interdisant les rassemblements de plus de 15 personnes, les associations et structures qui avaient organisé des fêtes pour ces enfants vulnérables dans les années antérieures ont tout annulé.

Pour une poignée d'enfants,

quelques rares associations ont pu s'adapter. C'est le cas de l'ONG Hälsa international Togo, une organisation spécialisée dans l'accompagnement des enfants en situation de rue, isolés et marginalisés.

«Chaque année, c'est de notre coutume d'organiser 'le repas de famille'. C'est une initiative qui vise à rassembler les familles de différents horizons à venir apporter de la chaleur familiale et du réconfort un tant soit peu aux enfants de la rue, qui sont abandonnés et qui n'ont pas la chance de vivre cette période de fin d'année dans un cadre de vie adapté», a expliqué Kevin Fiashinou, directeur exécutif de l'ONG, dans un entretien avant Noël.

Si à l'ONG Hälsa International Togo, on parle de repas de famille, au niveau de l'association Forum des mères célibataires (FMC), c'est un Noël solidaire qui est organisé pour la même cible.

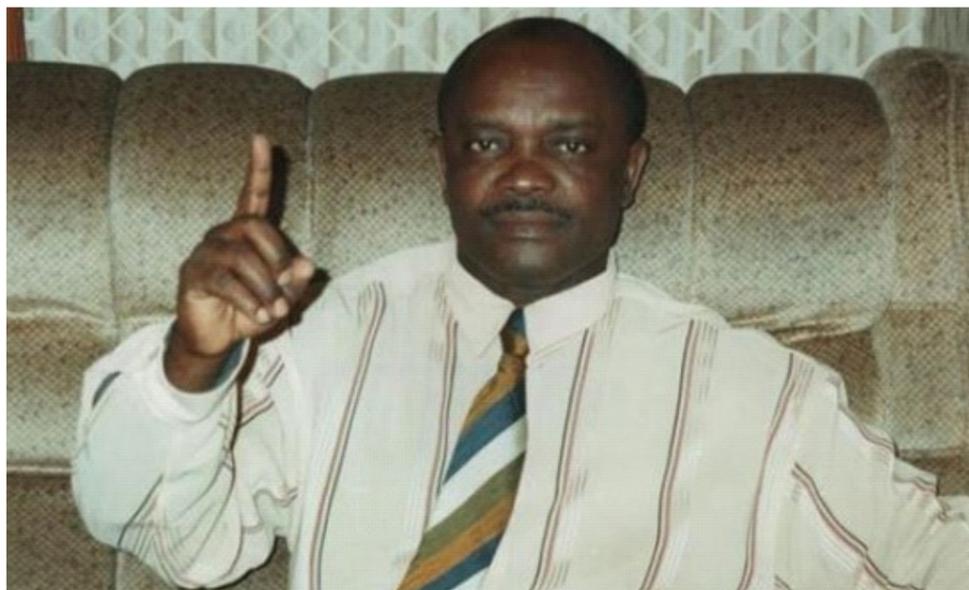
«Nous sommes en temps de Covid-19, et c'est le moment de partager le peu que nous avons avec notre entourage. C'est pourquoi nous avons tenu, peu importe les difficultés du moment, d'accompagner ces enfants de la rue et leur donner un petit sourire, un repas chaud», a dit Dédé Akpédzé Mensah, présidente de l'association FMC.

Pour ces deux associations, il n'y a eu ni père Noël ni sapin.

«A cause de la pandémie, ce n'est pas possible», a confié M. Fiashinou.

Vœux de Noël

Covid-19 et patriotisme, le comédien Mangobo interpelle les Congolais !



Mangobo, de son vrai nom, Mpeti Mpeya David Dave

Icone et figure emblématique du théâtre congolais, Mangobo est un comédien-humoriste qui a façonné l'art dramatique en RDC. Plus de 50 ans de vie de scène, il n'a pas encore dit son dernier mot en ce qui concerne la suite de sa carrière artistique.

Depuis la Hollande où il a posé ses pénates, le doyen Mangobo s'est toujours souvenu de son pays d'origine. A l'occasion des festivités de nativité et de la Saint Sylvestre, l'artiste souhaite ses vœux à ses compatriotes congolais disséminés à travers toute la planète.

« Je souhaite à toutes les Congolaises et tous les congolais qui vivent en RDC et dans la diaspora à travers le monde et à mes amis mes vœux les meilleurs pour l'An 2021. Bonne fête de Noël et de fin de l'année 2020. Mokako sua », a déclaré Mangobo.

Par rapport à la crise sanitaire actuelle qui met le monde entier à genou, le Roi du Rire appelle ses frères et sœurs à la responsabilité pour la protection de la vie des uns et des autres.

« Que chacun s'engage et veille strictement au respect des mesures barrières instaurées par les autorités sanitaires pour arrêter la propagation du virus. Je suis de cœur avec toutes les familles congolaises qui ont perdu leurs membres à cause de cette pandémie dévastatrice de Covid-19. Que Dieu protège la République Démocratique du Congo, son unité, son peuple et surtout à l'amour de la patrie », a-t-il martelé.

Qui est Mangobo ?

Comique humoriste, enseignant et historien, Mangobo fait partie du patrimoine culturel congolais. De son vrai nom, Mpeti

Mpeya David Dave, il est une personnalité exceptionnelle, mythique et unique en son genre qui incarne la fondation du « rire à la télévision ». Cet artiste au talent innombrable s'est démarqué de la scène grâce surtout à son style de faire et de rendre son art.

A l'époque, Mangobo avait marqué le monde théâtral congolais dans les années 80 et 90 où il faisait exploser l'audimat de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC) alors Office zairois de radio et télévision (OZRT) avec des pièces comme « Papa Moziki », Moklisto. A chaque apparition sur la télé, ses spectacles étaient de meilleures occasions à couper les souffles aux téléspectateurs qui oubliaient parfois leurs petits soucis de la vie. Son parler, son rire et ses pleurs sur la scène de théâtre plongeaient le public dans le rire total. Il avait l'art comique dans le sang et il vivait avec car, même lorsqu'il ne disait rien, son visage faisait rire toutes les personnes qui le croisaient. Les pièces présentées par Mangobo lui ont fait récolter un succès fou dans les milieux des amoureux du théâtre.

En Europe où il vit depuis 30 ans, Mangobo est toujours artiste et il se produit dans des cabarets et music-hall. Dans sa vie, Dave Mpeti Mpeya n'a pas seulement été qu'artiste. Ancien élève de l'Athénée de Kalina (aujourd'hui Athénée de la Gare) et étudiant de l'Unaza, il a été aussi enseignant dans quelques lycées de Kinshasa.

Malgré tout le temps passé en Europe, Mangobo a toujours gardé des contacts avec ses fanatiques congolais.

La Prospérité

Théâtre

«La dernière nuit du Rais» présentée en exclusivité à Kinshasa !



Pendant deux jours d'affilée, les amoureux de l'art dramatique ont passé des moments émouvants, au siège de Tarmac des auteurs dans la commune de Kintambo à Kinshasa. Au cœur de l'évènement, la première présentation officielle et en exclusivité de la pièce théâtrale « La dernière nuit du Rais » au public.

A la fois rocambolique et énigmatique, le scénario dégage une philosophie métaphorique avec un seul acteur qui incarne plusieurs rôles sur une scène enjolivée.

Comme seul maître de scène, on retrouve l'artiste comédien congolais Israël Tshimpamba qui rend et auréole le spectacle de manière lyrique en langue de Voltaire en y mettant une touche professionnelle. Phraséologie – diction et accent mimique, la pièce est caractérisée par son sens éclectique, tout en gardant le contexte de l'histoire.

Sur une scène contractée, « la dernière nuit du Rais » est une belle pièce inspirée et très réfléchie qui exhume le souvenir du temps fort du règne stratosphérique du Guide libyen Mouammar Kadhafi à la tête de la Libye mort en octobre 2011. L'histoire décrit un personnage de Kadhafi et ses derniers moments avant qu'il ne soit assassiné. Plus loin, l'acteur incarne le rôle du Guide libyen qui dénonce la mainmise des puissances étrangères au détriment de son propre pays. Le spectacle met en avant-plan l'histoire de Kadhafi qui ne pouvait pas un jour imaginer que sa fin serait tragique au pouvoir malgré tout ce qu'il

a fait pour le développement de la Libye.

La plus pertinente leçon morale à tirer dans cette pièce qu'elle raconte la trahison, au-delà de tout ce que l'homme peut faire. Il est toujours important de faire du bien.

Rappelons que « la dernière nuit du Rais » est une pièce écrite par Yasmina-khadra, Auteur et écrivain algérien du 20ème siècle. Dans une adaptation de Laurent Mahauden, la pièce a été présentée pour la première fois les 16 et 18 décembre dernier à Kinshasa où le Congolais Wedou Wetungani a apporté son expertise au niveau de la direction d'acteur et lumière.

Au-delà de son rôle engagé du comédien, Israël Tshimpamba a travaillé également la mise en scène du spectacle.

Pour ceux qui ne le savent pas, le dramaturge congolais Israël Tshimpamba est auteur, metteur en scène et fondateur du théâtre « Le tarmac des auteurs » qui est un centre culturel basé à Kinshasa. Combattant de la liberté, il a écrit plusieurs pièces théâtrales dont le message porte surtout les valeurs Bantous, la liberté, d'indépendance et de pensée.

Pour lui, le théâtre doit pouvoir provoquer, repousser un peu les limites. Avec une vingtaine d'années de carrière artistique, Tshimpamba qui est un ancien de l'écurie Maloba, décrit à travers ses œuvres, certaines situations, ainsi que les habitudes et les mœurs, la vie de son pays, la RDC

La Prospérité

Wabelo Rango vient de tirer sa révérence !



Mécène congolais, le « shah d'Iran », Wabelo Rango a tiré sa révérence le samedi 26 décembre 2020 dans la matinée, de suite d'une courte maladie.

L'information a été confirmée par Yan Mambo, réalisateur congolais

œuvrant au sein de Univers Groupe Télévision.

Connu dans les années '90 pour ses gestes de cœur à l'endroit des artistes musiciens de Kinshasa, Wabelo Rango était devenu un baobab dans la commune N'djili. Dès lors, aucun album ne pouvait sortir sans son nom. Vers le début des années 2000, les troupes théâtrales populaires ont aussi intégré la liste précieuse de son carré. Lys Boy, Mangwawu, Mundueri, Vieux Gaou, Esobe, Muyombe Gauche,... des comédiens populaires ont également bénéficié de son appui financier pour tourner des sketches.

Vendeur des cigarettes à la base, il est devenu un puissant homme d'affaires évoluant dans l'immobilier, selon l'un de ses proches, Wabelo Rango est décédé laissant plusieurs enfants derrière lui dans sa commune de N'djili.

MCP

CAF - C1

«Bon anniversaire Chairman !»

Le Président du TP Mazembe Moïse KATUMBI est né le 28 décembre, il y a 56 ans aujourd'hui. C'est l'occasion pour nous de lui souhaiter, au nom du club tout entier, un très chaleureux « Joyeux Anniversaire! »

« La première bonne idée que tu as eue, c'est de naître un 28 décembre. De sorte que nous pouvons t'adresser, en une seule lettre comme celle-ci, nos souhaits de Joyeux Noël, de Bon Anniversaire et nos meilleurs vœux pour l'An neuf.

Tu en as eu une deuxième lorsque tu as pris, très jeune, les commandes du Tout Puissant Mazembe. Car c'est en dirigeant passionné de football que tu as forgé ta renommée. Au bord des terrains comme dans les salles de conférence, ta personnalité de bâtisseur fondeur a soulevé les commentaires flatteurs et les applaudissements.

Alors, cher Chairman, laisse nous te dire ce que



nous te souhaitons pour ton anniversaire. A commencer par la santé qui te fera dribbler avec aisance les multiples tâches qui remplissent ton agenda. En te conservant ces qualités qui doivent inspirer tes sportifs :

inspiration, courage, dynamisme et détermination.

Notre vœu sincère est de te voir garder cette confiance et cette sérénité qui te caractérisent et te permettent de toujours oser, de relever les plus grands dé-

fis. Pour le bonheur et la fierté de ta famille et de tous tes collaborateurs. Et pour que se vérifie encore longtemps ce slogan qui fait ta force : « **Impossible n'est pas KATUMBI!** » tpmazembe.com

Blessing FC cloue Lubumbashi Sport

Les Bénis du Lualaba se sont repris après une série noire de défaites. Les hommes du coach Jean-Claude Loboko ont repris leur marche de l'avant en championnat ce dimanche 27 décembre 2020 au stade TP Mazembe face à Lubumbashi Sport. Pas dans son match de la saison, le FC Blessing Lualaba a assuré l'essentiel face aux Kamikazes.

Grâce à ses hommes en forme en ce début de saison, Blessing a renoué avec le succès. Lufuma Mwata a montré la voie à ses coéquipiers. L'attaquant a signé l'ouverture du score à la 30ème minute de jeu sur un service de Donga Hervé, quatrième but de la saison pour Lufuma Mwata en championnat avec le FC Blessing. C'est sur ce petit avantage que les 22 acteurs partent en pause.

En seconde période, les Bénis vont se mettre à l'abri de tout retournement de situation. À la 70ème minute, le milieu de terrain Christopher Samangwa va entrer en scène. L'ancien joueur de Lubumbashi Sport va punir son ancien club en doublant la mise. 4ème but en championnat cette saison pour le dossard 5 de Blessing.

2 buts à 0, le FC Blessing Lualaba s'offre une victoire importante.

Linafoot D1 : Le Daring apprivoise et dompte l'AS Simba

Les Immaculés du Daring Club Motema Pembe ont tenu leur rang face à l'Association Sportive Simba Kamikazes de Kolwezi ce dimanche 27 décembre 2020 au stade des Martyrs de la Pentecôte en Linafoot D1. Les locaux ont vite pris la mesure de leur adversaire et les choses se sont accélérées dans la première demi-heure de la rencontre.

Dès la 10ème minute de la rencontre, Christian Nsudi va se montrer efficace dans le camp des Kamikazes en signant l'ouverture du

score. Comme un peu souvent depuis le début de la saison en Linafoot D1, les victoires du DCMPT porte la marque de son avant-centre, Dark Kabangu. Ce dernier va s'illustrer à la 30ème minute de jeu pour doubler la mise côté Daring.

En deuxième période, les hommes de Ngata Isaac vont porter le score à 3 grâce à une réalisation de Karim Kinvidi. La réduction du score des Kamikazes par Ndiga Bote, à la 73ème minute, ne va pas gâcher la fête des Immaculés du

Daring Club Motema Pembe qui s'imposent au final par la marque de 3 buts à 1.

Désormais, le club vert et blanc de la capitale congolaise compte 20 points et effectue un bon classement pour occuper la 5ème place. En face, l'Association Sportive Simba Kamikazes devra apprendre à vivre dans la tourmente de la relégation. Le club de la capitale mondiale du Cobalt est 15ème avec 6 points seulement.

Marco Emery Momo

Réaction de Ley Matampi après le succès retentissant de Lupopo devant Dauphin Noir

Les Cheminots l'ont fait cethier après-midi. Une première victoire par de la saison par un écart de 3 buts, ce n'était plus arrivé depuis belles lurettes. Le FC Saint Éloi Lupopo a coincé l'AS Dauphin Noir au stade Kibasa Maliba. Victoire (3-0), la cinquième de suite, à la suite de laquelle Ley Matampi, l'un des hommes forts de ses beaux jours des Lumpas, a réagi avec joie et honneur.

"Large victoire cet après midi face à Dauphin Noir de trois buts à zéro, c'est un match sé-

rieux, on a pris du plaisir. La priorité était de gagner, de prendre trois points. Si on veut faire des bonds au classement il faut enchaîner les victoires. Cinquième victoire consécutive, il faut



garder cette ligne de conduite", a écrit l'international congolais sur son compte Twitter.

Le FC Lupopo a grâce cette victoire foncer encore un peu vers la troisième place occupée par l'AS Maniema Union jusqu'à présent (28 points). Les Cheminots compte désormais 23 points en 12 matchs, avec une grande possibilité de terminer sur le podium en cas de victoires sur les 3 matchs restants. Bertin Maku Kissamba est l'homme de tous ces succès des Jaunes et Bleus.

Footrdc.com

CRISTIANO RONALDO ÉLU MEILLEUR JOUEUR DU SIÈCLE



L'attaquant de la Juventus a été désigné meilleur joueur depuis le début du XXIe siècle lors de la cérémonie des Globe Soccer Awards.

Alors que se tenait ce dimanche la cérémonie des Globe Soccer Awards, récompensant notamment les meilleurs joueurs, entraîneurs et équipes de football, le Portugais a une nouvelle fois été distingué.

L'ancien joueur du Sporting CP, de Manchester United et du Real Madrid a été désigné meilleur joueur du XXIe siècle, devançant ainsi en particulier son rival de toujours, Lionel Messi. La fin du débat entre les deux monstres du football ? Chacun sera libre de juger...

Depuis le début de sa carrière au Portugal, Cristiano Ronaldo n'a cessé de battre un nombre incroyable de records tout en s'offrant un palmarès impressionnant. Triple champion d'Angleterre avec Manchester United, double champion d'Espagne avec le Real Madrid, double champion d'Italie avec la Juventus.

Le Portugais a également remporté cinq Ligue des champions (avec les Red Devils en 2008 puis quatre avec le Real : 2014, 2016, 2017, 2018). Une compétition dont il est également - et de loin - le meilleur buteur de l'histoire, avec pas moins de 135 buts en 178 matchs depuis ses débuts sur la scène européenne.

Côté sélection également, Ronaldo est parvenu à ramener un premier trophée dans l'histoire du Portugal avec l'Euro glané en France en 2016, malgré une blessure au début de la finale contre les Bleus. Pour ce qui est de la Coupe du monde, il n'est jamais parvenu à aller plus loin que les demi-finales, et aura une nouvelle (dernière ?) opportunité de placer son pays sur le toit du monde du football dans deux ans au Qatar.

tout cela s'ajoutent les cinq Ballon d'Or décernés à CR7 depuis le début de sa carrière, deuxième joueur le plus récompensé derrière Messi et ses six trophées.

Les Globe Soccer Awards ont également désigné une meilleure équipe du siècle. Là encore, Madrid est à l'honneur puisque le Real (six Ligues des champions depuis 2000) a été récompensé.

Côté entraîneur en revanche, honneur à Barcelone notamment, mais aussi au Bayern Munich et à Manchester City avec Pep Guardiola. Le passage du technicien catalan au Barça a largement marqué les esprits, avant de continuer à empiler les titres en Allemagne et désormais en Angleterre. goal.com

Ce lundi 28 décembre 2020

Moïse Katumbi, 56 ans déjà !

Moïse Katumbi Chapwe totalise 56 ans d'âge ce lundi 28 décembre 2020. Il est né le 28 décembre 1964 à Kashobwe au sein de l'ethnie bamba, riche homme d'affaires et un homme politique. Il a été gouverneur de la province du Katanga de février 2007 au 29 septembre 2015, date à laquelle il démissionne du gouvernorat et du PPRD. Cette démission provoque un séisme dans le paysage politique congolais. Depuis 1997, il est le président du Tout Puissant Mazembe, club de football congolais, sacré cinq fois champion d'Afrique et finaliste de la Coupe du monde des clubs en 2010. En janvier 2012, il est élu membre de la commission stratégique de la FIFA. Il est désigné candidat à la présidence par les opposants du G7, une coalition de 7 partis de l'opposition politique congolaise, en mars 2016 et par les opposants d'Alternance pour la République en mai 2016. En octobre 2016, un sondage mené par

l'institut Berci et le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) place Moïse Katumbi à la première place des intentions de vote dans l'optique de l'élection présidentielle. Il a vécu en exil Europe entre 2016 et 2019 après avoir été condamné en République démocratique du Congo, ce qu'il a dénoncé comme étant un harcèlement judiciaire du régime de Joseph Kabila pour l'empêcher d'être candidat. Le 20 mai 2019, il effectue son retour en République démocratique du Congo après 3 ans d'absence.

Moïse Katumbi Chapwe est marié à Carine Katumbi. Il est le frère de Raphaël Katebe Katoto. Père de Nissim, Champion, Moses, Ishmael et Jonathan Katumbi. Il est actuellement à la tête du parti politique Ensemble pour la République dont l'agrément est intervenu tout récemment.

Bon anniversaire, Monsieur le Président !

Union sacrée

Le trio en concertation

L'année 2021 va s'ouvrir sur de nouvelles perspectives politiques qui se déclinent en termes d'Union sacrée de la nation et de nouvelle majorité parlementaire. C'est la conséquence logique de l'émancipation de Félix Antoine Tshisekedi des griffes d'une coalition qui faisait la part belle au Fcc de Joseph Kabila. Au terme des consultations initiées par le chef de l'Etat, la majorité des forces politiques et sociales ont adhéré à la nouvelle vision qui est censée booster le développement de la Rdc et consolider la cohésion nationale.

Parties prenantes à cette nouvelle dynamique, Moïse Katumbi, président d'Ensemble pour la République, et Jean-Pierre Bemba, leader du MLC, ont effectué le week-end le déplacement de Kinshasa. Selon rfi qui relaye l'information, ce voyage a été effectué sans tambour ni trompette. Peut-être les deux membres de Lamuka ne voulaient-ils pas faire du tapage sur le contenu d'un oeuf qui n'a pas encore éclos. Mais dans ce

monde devenu un village planétaire, un tweet de la présidence a finalement vendu la mèche en rapportant que le président de la République a reçu Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba samedi au soir à la cité de l'Union africaine. La rencontre s'est déroulée à huis-clos indique le communiqué officiel. La discrétion est restée de mise si bien que, à la fin de l'audience, les membres du triumvirat se sont gardés de faire des déclarations à la presse présidentielle avide de scoop.

Selon les observateurs avisés, le nouveau bureau de l'Assemblée nationale, la nouvelle majorité parlementaire, le nouveau gouvernement dit d'union nationale de même que la mise en forme de l'Union sacrée de la nation seraient des sujets ayant dominé les échanges ces anciens de Genève obligés à la faveur des événements, de repartir du bon pied cette fois.

LR

AFFAIRE ASTALIA INVESTMENT LIMITED-OCTAVIA LIMITED

Pascal Beveraggi au tapis, affaire close !

La Cour de cassation de la RDC vient de rendre l'arrêt RPP 499, CE 24 DÉCEMBRE 2020, aux effets conclusifs dans l'affaire qui oppose ASTALIA INVESTMENT Limited à OCTAVIA Limited depuis plus de quatre mois. Ainsi viennent d'être confirmés, par ricochet, les droits de Moïse KATUMBI CHAPWE en tant que propriétaire de la société ASTALIA INVESTMENT Limited qui est bénéficiaire de la décision rendue par le Tribunal de commerce de Kolwezi sous RAC 232/2332 en date du 25 AOÛT 2020, qui a disposé ce qui suit:

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal de commerce de Kolwezi, statuant publiquement et contradictoirement à l'égard de la demanderesse et par défaut à l'égard de la défenderesse [...] déclare recevable et fondée la tierce opposition introduite par la demanderesse ASTALIA INVESTMENT Limited.

EN CONSÉQUENCE ;

- Rétracte le jugement sous RAC 2118 rendu par le Tribunal de commerce de Lubumbashi portant exequatur du jugement du Tribunal de commerce de Paris ;

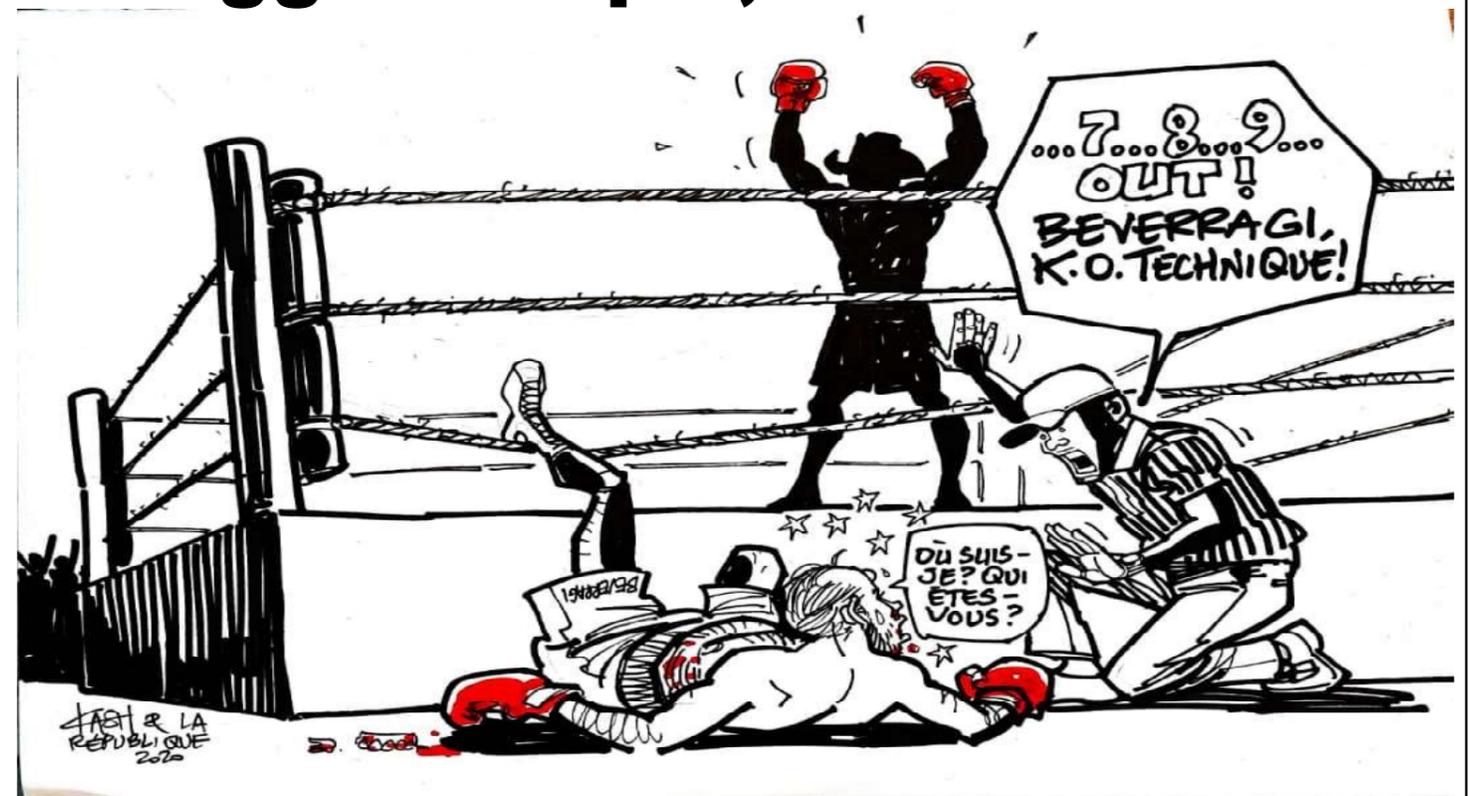
- Rétracte le jugement sous RAC 2143 rendu par le Tribunal de commerce de Lubumbashi

- Annule le certificat d'enregistrement sous VOL 1/098 FOL 46 établi en 2018 en exécution de la décision pré-rappelée ;

- Ordonne au conservateur d'en établir un autre au profit de la société ASTALIA INVESTMENT Limited

- Annule l'acte de cession des titres de NECOTRANS MINING à la société OCTAVIA Limited signé entre cette dernière et la société NECOTRANS HOLDING en date du 15 Novembre 2017 pour violation statutaire, contractuelle et légale et pour ce qu'il découle de la cession annulée par les arrêts sus évoqués

- Ordonne le retour de tous les ac-



tifs acquis par la société OCTAVIA Limited dans le patrimoine de la société ASTALIA INVESTMENT par voie de mutation et réattribution et ce en quelques mains qu'ils se trouvent ;

- Condamne la société OCTAVIA LIMITED au paiement des dommages et intérêts pour réparation de tous préjudices confondus en termes de perte subie et manque à gagner évalués en Dollars Américains ou son équivalence en francs congolais septante millions à la société ASTALIA INVESTMENT

- Dit le présent jugement exécutoire nonobstant tout recours sauf en ce qui concerne le paiement des dommages-intérêts

- Mets les frais d'instance à charge de la défenderesse OCTAVIA LIMITED

Avec cette décision de la Cour de cassation qui a déclaré recevable mais non

fondée la requête en prise à partie de la société OCTAVIA Limited. La force exécutoire reconnue à la décision de Kolwezi sous « RAC 233/2332 est, à la fois, cristallisée et bonifiée au point d'ouvrir un grand boulevard à la société ASTALIA INVESTMENT Limited qui se doit de l'exploiter au maximum par des opérations de saisie des avoirs en banque et des biens (meubles et immeubles) de Pascal BEVERRAGGI et de toutes ses sociétés qui sont bien inventoriés à DUBAI, EN France, EN EUROPE DE L'EST, EN AFRIQUE DE L'OUEST ET aussi bien à DURBAN et ce, en quelques mains qu'ils puissent se trouver, au prorata de la somme d'USD 70.000.000 (Soixante Dix millions de dollars US)

On peut rappeler, à ce stade, que Moïse KATUMBI CHAPWE a déjà mis la main sur la quasi-totalité des engins, autrefois

acquis frauduleusement, par Pascal BEVERRAGGI avec la complicité de quelques autorités politiques de l'époque et il est arrivé également à se faire payer une partie moins importante des dommages-intérêts, à l'aide des saisies attributions pratiquées sur les comptes bancaires et créances de Pascal BEVERRAGGI.

L'opinion tant nationale qu'internationale se rend à l'évidence de l'importance de cette décision de la cour de cassation dans la consolidation des droits de MOÏSE KATUMBI CHAPWE au regard du feuilleton judiciaire dont font objet les deux parties à savoir surtout de son caractère, tout à fait, péremptoire s'agissant de sa conclusion quasi définitive. Le droit triomphe toujours sur l'arbitraire et le trafic d'influences « RÉBUS SIC STANTIBUS »

Par Héritier YINDULA